

DIJON (21)

INSTITUT NATIONAL D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR
L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Référence : 25A0008



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Généralités	3
1.1. Objet du marché - Dispositions générales	3
1.2. Obligations générales du (des) titulaires.....	7
ARTICLE 2 - Pièces constitutives du marché	9
ARTICLE 3 - Prix et règlement des comptes	9
3.1. Prix.....	9
ARTICLE 4 - Règlement des comptes du titulaire.....	13
4.1. Avance	13
4.2. Acomptes	13
4.3. Solde.....	16
4.4. En cas de cotraitance	17
4.5. En cas de sous-traitance	17
4.6. Délai global de paiement.....	17
ARTICLE 5 - Délais – Pénalités pour retard.....	18
5.1. Généralités sur les pénalités.....	18
5.2. Délais - Pénalités phase « Etudes »	18
5.3. Phase « Travaux »	20
5.4. Autres pénalités.....	23
5.5. Récapitulatif des Missions-Délais-Pénalités	24
ARTICLE 6 - Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation de marchés de travaux.....	27
6.1. Coût de l'opération	27
6.2. Contrôle des coûts de l'opération	29
6.3. Comparaison entre prévision et réalité	30
6.4. Ecart toléré et rémunération finale.	30
ARTICLE 7 - Exécution de la mission.....	32
7.1. Exécution et organisation de la mission du maître d'œuvre.....	32
7.2. Utilisation des résultats – propriété intellectuelle – obligation de discrétion	34
7.3. Arrêt de l'exécution de la prestation	35
7.4. Achèvement de la mission.....	35
ARTICLE 8 - Résiliation du marché – Clauses diverses.....	37
8.1. Résiliation.....	37
8.2. Clauses diverses.....	38
8.3. Assurances	39
8.4. Règlement des différends.....	39
8.5. Dérogations au CCAG-MOE et au CCAG-TRAVAUX.....	40



ARTICLE 1 - GENERALITES

1.1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est **un marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'une auberge expérimentale au sein du Bâtiment Epicure de l'Institut Agro Dijon.**

Le titulaire de ce marché ne pourra participer aux marchés d'études ultérieures qui se rapportent à la même opération, s'il résulte de ces études qu'elles procurent au titulaire de ce marché, un avantage de nature à porter atteinte à la libre concurrence et à l'égalité des candidats.

Lieu(x) d'exécution :

L'Institut Agro Dijon

Bâtiment EPICURE

1 Esplanade ERASME

21079 DIJON Cedex

Les prestations prévues au titre du présent marché sont réalisées dans les locaux du titulaire, à l'exception des réunions nécessaires à la mise en œuvre et à l'avancement des travaux et aux réunions de chantier qui ont lieu dans les locaux du Maître d'Ouvrage et dans les locaux de la base vie de chantier prévus à cet effet.

1.1.2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom de « titulaire » ou de « maître d'œuvre » sont précisées dans l'acte d'engagement intitulé « contractant ».

1.1.3. Sous-traitance

Les [articles L.2141-1 à L.2141-6](#) du code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (modifiée par la loi 2001-1168 du 12 décembre 2001) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

Si le titulaire propose un sous-traitant, il devra le déclarer au minimum **15 jours calendaires** avant sa prise de fonction. Pour ce faire, il transmettra par mail au maître d'ouvrage (à l'adresse : marches-publics@institut-agro.fr) le modèle de **DC4** joint au dossier de consultation, dûment rempli et signé, ainsi qu'un RIB et toutes les autres pièces demandées par le maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de retard conformément aux dispositions de l'[article 5.4.3](#) du présent CCAP et le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès du sous-traitant au chantier.

1.1.4. Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et/ou en lots.

1.1.5. Contenu des éléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément au livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique ([articles L.2410-1 à L.2432-2](#) et [R.2412-1 à R.2432-7](#) du même code).

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

a) Éléments de mission de base :

Code	Libellé
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO/DCE	Études de projet
ACT	Assistance pour la passation du Contrat de Travaux <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des dossiers de candidatures (le cas échéant) - Dossier de consultation des entreprises (plans d'exécution, spécifications techniques, cahiers des clauses techniques particulières, cadre de DPGF rempli en quantités (la notion d'ensemble est interdite...)) - Un suivi des appels d'offres et l'analyse des offres
VISA	Examen de la conformité au projet des études d'exécution et leur visa
EXE	Études d'exécution du ou des contrats de travaux (EXE avec DQE + calendrier + SYN)
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Le contenu de chaque élément est celui qui figure à partir de l'[article R. 2431-5](#) du Code de la Commande Publique.

Éléments de mission complémentaire :

Code	Libellé
CSSI	Coordination SSI

Le contenu détaillé des prestations figure en annexe 1 « Contenu des éléments de mission MOE » du présent CCAP.

1.1.6. Durée du marché et délais d'exécution

La **durée globale** du marché est fixée à l'[article B5.1](#) de l'acte d'engagement.

Les **délais d'exécution** contractuels sont indiqués à l'[article B5.2](#) de l'acte d'engagement.

Les **modalités de suspension ou de prolongation** des délais d'exécution ou de la durée du marché sont fixées à l'[article B5.3](#) de l'acte d'engagement.



Le marché pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant à la demande expresse du pouvoir adjudicateur dans le respect des [articles R. 2194-1 à R. 2194-9](#) du Code de la commande publique

1.1.7. Mode de dévolution des marchés de travaux

Il est prévu que les travaux soient dévolus en lots séparés, et feront l'objet des procédures définies au code de la commande publique.

Le choix définitif du mode de dévolution devra être confirmé au plus tard à la réception de l'APD (Avant-projet définitif).

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec le pouvoir adjudicateur au niveau de l'avant-projet définitif (A.P.D.).

A cette fin le D.C.E. devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi par le maître d'œuvre.

1.1.8. Intervenants

1.1.8-1 Le pouvoir adjudicateur / le maître d'ouvrage

- L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INESAAE), dit **l'Institut Agro**, dont le siège est situé 42 rue Scheffer – 75016 PARIS.

Au titre de son école interne **l'Institut Agro Dijon**.

26 boulevard Docteur Petitjean - BP 87999 - 21079 DIJON Cedex

Téléphone : 03 80 77 25 25

Mail : marches.publics@agrosupdijon.fr

SIRET : 130 026 222 00013

Représenté par Anne-Lucie WACK, *Directrice Générale*.

Et par délégation, ici représenté par Mme Hélène POIRIER, *Directrice de l'école interne Institut Agro Dijon*.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage » ou « représentant du pouvoir adjudicateur » ou « pouvoir adjudicateur ».

1.1.8-2 Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au maître d'œuvre. Le Contrôleur Technique intervient dans les conditions prévues aux [articles L. 111-23](#) et [suivants](#) et les [articles R. 111-29](#) et [suivants](#) du Code de la construction et de l'habitation.

Les missions de base confiées sont :

- **Mission L** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement,
- **Mission S** relative à la sécurité des personnes applicables aux E.R.P. ainsi qu'aux établissements relevant du code du travail.

Les missions complémentaires confiées sont :

- **Mission P₁** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,



- **Mission Ps** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme,
- **Mission F** relative au fonctionnement des installations étant précisé que le contrôleur technique établira la liste des essais et épreuves que les entreprises doivent réaliser,
- **Mission Ph** relative à l'isolation acoustique de bâtiments,
- **Mission Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie,
- **Mission Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées,
- **Mission HANDCO** relative au constat du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées,
- **Mission de type « LE »** relative à la solidité des existants ;
- **Mission de type « HYS »** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments ;
- **Mission PV** relative au récolement des procès-verbaux d'essai des équipements et avis sur ces procès-verbaux,
- **Mission de Vérification Initiale des Installations Électriques.**
- **Mission de Vérification des Installations Électriques avant mise sous tension**
- **Mission ATT HAND relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux**

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de modifier les éléments de mission confiés à l'organisme de contrôle.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le contrôleur technique ».

1.1.8-3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent marché relève du **niveau 1** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993). Cette mission sera rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Le coordonnateur sera désigné en application des [articles L. 4532-3, -4 et -7](#) du code du travail par le pouvoir adjudicateur.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « CSPS ».

Le maître d'œuvre sera notamment tenu de pleinement collaborer avec le CSPS dans l'élaboration du DIUO (phase étude et phase travaux).

1.1.8-4 Coordination SSI

La mission SSI est incluse dans le présent contrat et sera confiée au titulaire du présent marché.

Il sera alors désigné dans les différents documents sous le nom de « le CSSI ».

1.1.9. Contraintes

1.1.9-1 Contraintes générales

Dans le cadre de ses études, le Titulaire doit prendre en compte les contraintes liées :



- au maintien en fonctionnement des bâtiments existants et de ses abords,
- au site,
- aux réseaux existants,
- aux réglementations urbaines et environnementales.

1.1.9-2 Origine des bois mis en œuvre

Le projet ne pourra comporter l'utilisation d'essences de bois menacées, recensées :

- en annexe I, II, III de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ;
- sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Pour les ouvrages en bois massif ou en placage pour lesquels l'essence du bois est prescrite, le bois mis en œuvre devra provenir de cultures certifiées FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme européen des forêts certifiées) ou similaire.

Pour les autres ouvrages en bois, ouvrages composites ou en bois reconstitué, les prescriptions devront être rédigées en termes d'objectifs. Les rédactions du type « bois exotique rouge » seront proscrites.

Il devra veiller au respect de ces prescriptions en les intégrant dans les pièces techniques des projets de marchés (CCPT, annexe spécifique...).

1.1.9-3 Maintenance et environnement durable

Le Pouvoir adjudicateur attache une attention particulière à ce que le titulaire conduise ses études de telle sorte que le coût de maintenance des ouvrages qu'il projette soit optimisé et que les objectifs de développement durable soient respectés.

Pour ce faire, le pouvoir adjudicateur entend également analyser les projets sous ces deux angles. Le titulaire fournit les éléments lui permettant d'examiner le projet sous ces angles, étant précisé que l'aspect économique lié à l'exploitation et à la maintenance est un élément important qui doit être pris en compte dans la conception des ouvrages (dispositions constructives, qualité des matériaux et matériels proposés, ...).

1.1.9-4 Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des [articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1](#) du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux [articles D. 8222-5 et -7](#) du Code du travail.

1.2. Obligations générales du (des) titulaire(s)

1.2.1. Changements affectant le(s) titulaire(s)

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à informer les établissements parties de tout changement survenant au cours du (des) marché(s) affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;



- son adresse bancaire...

Et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

1.2.2. Respect de la protection des données RGPD

Les informations collectées par le Maître d'ouvrage directement auprès du maître d'œuvre font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la gestion de la prestation fournie dans le cadre du présent marché. Ces informations sont traitées sur la base de l'exécution du contrat. Elles sont à destination exclusive des personnes habilitées et seront conservées jusqu'à 5 ans à compter de la fin de l'exécution du contrat. Le Maître d'ouvrage ne traite que les données strictement nécessaires à l'accomplissement de la finalité susvisée.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, le maître d'œuvre dispose des droits suivants sur ses données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité dans les limites de la réglementation. Le maître d'œuvre peut également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication des données à caractère personnel après décès.

Pour exercer ses droits, le maître d'œuvre peut s'adresser au Délégué à la Protection des Données par mail à le Maître d'ouvrage ou par voie postale à le Maître d'ouvrage. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, le maître d'œuvre a le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

1.2.3. Réalisations de prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché dans les conditions suivantes :

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. La notification d'un tel marché ne pourra pas intervenir 3 ans après la notification du marché initial.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement et son annexe n° 1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) par élément de mission et par co-traitant, et délais par phases,
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
3. Le programme technique détaillé,
4. Les Plans,
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
6. Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux. Le titulaire est en particulier tenu de faire respecter aux titulaires des marchés de travaux le CCAG travaux (complété de stipulations figurant au CCAP que le titulaire aura élaboré dans le cadre des mission DCE et ACT).
7. L'Offre du titulaire et ses éventuelles annexes.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.1.4 du présent CCAP.

Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil et de bâtiment, en vigueur lors de la passation des marchés de travaux, seront rendus contractuels dans les marchés de travaux.

ARTICLE 3 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Prix

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.1.1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et de son annexe 1 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.).

3.1.2. Forfait de rémunération

3.1.2-1 Forfait de rémunération – mission de base

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération « t » fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux.



3.1.2-2 Forfait de rémunération – missions complémentaires

Le forfait définitif de rémunération des missions complémentaires décrites à l'article 1.1.5 0 du présent CCAP sont fixés dans l'acte d'engagement et son annexe 1 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.).

3.1.2-3 Forfait de rémunération – règles générales

Ce forfait est exclusif de tout autre émoluments au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études.

Le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre sera fixé par avenant parallèlement à la fixation du coût prévisionnel des travaux et prestations concernées.

Les modalités de fixation du forfait définitif sont indiquées à l'article 6.1.4 du présent CCAP.

La partie du forfait de rémunération correspondant aux éléments de mission déjà réalisées est considérée comme définitive.

3.1.3. Etudes / Travaux modificatifs ou supplémentaires

3.1.3-1 Modification du coût prévisionnel des travaux donnant droit à augmentation de la rémunération du maître d'œuvre.

- Modification de programme décidée par le maître d'ouvrage.
- Modification des prestations décidées par le maître d'ouvrage (à l'exception des erreurs, insuffisances ou imprécisions dans les études du maître d'œuvre).
- Sujétions techniques imprévues.
- Modification de la réglementation nécessitant une modification des prestations.

L'incidence financière de ces modifications est répercutée dans le coût prévisionnel des travaux que la modification intervienne en phase étude ou en phase travaux. La rémunération du maître d'œuvre est corrigée en conséquence.

3.1.3-2 Modification de la consistance du projet ne donnant pas droit à augmentation de la rémunération du maître d'œuvre ni à une augmentation des coûts

- Erreurs, insuffisances ou imprécisions dans les études du maître d'œuvre.

3.1.3-3 Modification du coût prévisionnel des travaux n'entraînant pas de modification de la rémunération du maître d'œuvre

- Prestations non prévues décidées par le maître d'œuvre et rendues indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les règles de l'art.

En cas d'application de la théorie de l'imprévision, toute augmentation du coût prévisionnel des travaux ne nécessitant pas d'études ou de prestations supplémentaires sera sans incidence sur la rémunération du maître d'œuvre. Toutefois, le coût total définitif des travaux constaté en fin d'opération est corrigé de façon à ce que les conséquences financières des modifications sur ce coût soient neutralisées.



3.1.4. Modalités de variation des prix

Les prix **sont révisables** à échéance annuelle selon les modalités ci-dessous.

Le mois de référence M0 est le mois où le candidat aura déposé son offre.

Les prix du présent marché sont fermes la première année, puis révisables annuellement à partir de la date anniversaire de la notification du présent marché selon les conditions suivantes :

- 1) Le titulaire proposera par courriel à l'adresse marches-publics@institut-agro.fr la nouvelle Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) avec les prix révisés 60 jours calendaires au moins **avant la date anniversaire** de la notification du marché.

Après examen de la proposition de révision et sans contestation du pouvoir adjudicateur dans les 30 jours calendaires précédant **la date anniversaire** du début d'exécution du marché, les nouveaux prix seront réputés acceptés.

Attention :

Dans le cas où le titulaire ne présente pas sa proposition de prix dans le délai prévu ci-dessus, les prix en vigueur continueront à s'appliquer jusqu'à la nouvelle date anniversaire.

Les prix sont révisés par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE et choisi en raison de sa structure est l'**index ING Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010**.

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

- I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.
- Le mois « n » retenu pour la révision est déterminé comme suit :

Pour l'élément de mission Mise à jour, APS, APD, PRO, DCE, ACT, EXE et VISA :

Index du mois au cours duquel chacun des documents prévus au C.C.A.P., est remis au maître d'ouvrage.

Pour les éléments de mission DET :

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément aux prescriptions du C.C.A.P.

Pour l'élément de mission AOR :

Pour les prestations remises à l'issue des opérations préalables à la réception, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents à fournir ont été remis au maître de l'ouvrage.

Pour les prestations réalisées dans le cadre de la garantie de parfait achèvement, il convient de prendre en compte l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement.

Règles générales :

Lorsque la valeur finale des références n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte ou un paiement partiel définitif, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base des dernières références connues.

Le paiement calculé sur la base des valeurs finales de référence intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.



Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.



ARTICLE 4 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

4.1. Avance

Les modalités de calcul et de versement des avances sont soumises aux dispositions des [articles R.2191-3 à R.2191-12](#) du Code de la commande publique.

Sauf renoncement du titulaire précisé à l'acte d'engagement, si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les [articles L.2191-2 et R.2191-3](#) du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'[article 11.1](#) du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'[option A](#).

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **20%** en application de l'[article A.11.1](#) du CCAG-MOE.
- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **10%** en application de l'[article R.2191-7](#) du code de la commande publique.

Ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Cette avance est libérée en contre partie de la justification d'une garantie à première demande à concurrence du montant de l'avance sauf si le titulaire est un organisme public. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct vient en déduction de la base du montant du marché sur laquelle le calcul est effectué.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux [articles R.2192-22 à R.2192-26](#) du code de la commande publique.

4.2. Acomptes

Par dérogation aux [articles 11.2 à 11.6](#) du CCAG-MOE, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des [articles 11.3.2 à 11.6](#) du CCAG-MOE, l'échéancier des paiements obéit aux dispositions ci-dessous.

4.2.1. Échéancier de paiement des acomptes

4.2.1-1 Pour l'exécution des éléments de missions de base

Les prestations incluses dans les éléments suivants, APS, APD, PRO et DCE ne peuvent faire l'objet d'un règlement complet qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage telle que précisée ci-dessous.

Il est précisé par ailleurs qu'un refus de permis de construire imputable à une faute du maître d'œuvre peut permettre au maître d'ouvrage de revenir sur les paiements effectués sur les phases précédentes.

Toutefois ces prestations peuvent être partiellement réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, la demande de paiement, établie par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Ainsi, le règlement des sommes dues au maître d'œuvre pour l'exécution des éléments de mission fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

- **Élément APS (Avant-Projet Sommaire)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- Remise du dossier : **80 %**
- Validation du dossier : **20%**

- **Élément APD (Avant-Projet Définitif)**

- Après remise du dossier complet : **60 %**

- Après validation du dossier : **20 %**

- Au dépôt du dossier de permis de construire ou, le cas échéant d'autorisation de travaux : **10 %**

- Après obtention du permis de construire ou, le cas échéant, de l'autorisation de travaux : **10 %**

- **Éléments PRO et DCE**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- Remise du dossier : **80 %**
- Validation du dossier : **20%**

- **Élément VISA (Visa des études et plans d'exécution)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées au prorata de l'avancement de la mission.

- **Élément EXE (calendrier et études de synthèse)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées au prorata de l'avancement de la mission.

- **Élément ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux)**

- Remise du DCE sur la base du PRO validé : **30 %**

- Analyse des offres - mise au point des contrats et / ou négociations : **50 %** au prorata des analyses effectuées

- Au prorata des marchés notifiés : **20 %**.

- **Élément DET (Direction des travaux)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : **90,00 %** ;



- À la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage des projets de décompte final de toutes les entreprises et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : **10,00 %**.
- **Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)**
Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :
 - à l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : **10,00 % (à répartir entre la réception partielle et la réception définitive) ;**
 - à la remise du dossier des ouvrages exécutés validé : **40,00 % ;**
 - à l'achèvement des levées de réserves : **30,00 % ;**
 - à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application de l'article 44.2 du C.C.A.G.-Travaux : **20,00 %**.

4.2.1-2 Pour l'exécution des prestations de missions complémentaires :

- **Elément CSSI**
Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :
 - En fonction de l'avancement pendant la phase conception selon la DPGF
 - En fonction de l'avancement pendant la phase travaux selon la DPGF
 - A la levée des réserves de réception du marché de travaux et de la dernière commission de sécurité selon la DPGF

4.2.2. Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 4.2.1 ci-dessus. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du maître d'œuvre, accompagné des pièces nécessaires à la justification du paiement et qui contient les mentions suivantes :

- **Contenu de la demande de paiement**

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro de marché indiqué en début de l'acte d'engagement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur
- Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ;
- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- L'incidence de la révision des prix ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 5 du présent C.C.A.P.
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;

- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Le maître d'œuvre dépose, sous format dématérialisé, son projet de décompte périodique sur la **plateforme CHORUS PRO**.

▪ **Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur :**

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le transmet au maître d'œuvre.

4.3. Solde

Par dérogation à l'[article 11.7](#) du CCAG-MOE, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes :

4.3.1. Décompte final

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser au représentant du pouvoir adjudicateur le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Il est remis au représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, **dans un délai de trente jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

4.3.2. Décompte général définitif

Le maître d'ouvrage établit le décompte général. Le décompte général comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la T.V.A. ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour remettre au représentant du pouvoir adjudicateur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé aux [articles R.2192-10](#) et [R.2192-11](#) du code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, le représentant du pouvoir adjudicateur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

4.4. En cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'[article 12.1](#) du C.C.A.G.-MOE.

4.5. En cas de sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.

En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites aux [articles R.2192-22 à R.2192-26](#), [R.2193-3 à R.2193-4](#) et [articles R.2193-10 à R.2193-22](#) du code de la commande publique.

4.6. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours conformément à l'[article R.2192-10](#) du code de la commande publique, et ce à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.



ARTICLE 5 - DELAIS – PENALITES POUR RETARD

5.1. Généralités sur les pénalités

- 1) L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.
- 2) Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.
- 3) Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-MOE, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.
- 4) Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités applicables sont dues y compris lorsqu'elles sont inférieures à 1 000 € H.T.
- 5) Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités appliquées au titulaire n'est pas plafonné.
- 6) Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, toutes les pénalités indiquées dans le présent article sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

5.2. Délais - Pénalités phase « Etudes »

Les délais d'établissements des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés ainsi que leur point de départ sont fixés à l'acte d'engagement.

5.2.1. Pénalités

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant hors taxe par jour calendaire de retard est fixé comme suit :

Code	Pénalité pour retard
APS	500,00 € HT
APD	500,00 € HT
PRO	500,00 € HT
DCE	500,00 € HT
EXE	500,00 € HT
VISA	500,00 € HT
DOE	500,00 € HT
Mission complémentaire CSSI	500,00 € HT

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date limite de remise des documents et la date de remise effective du document.



5.2.2. Réception des documents d'études

5.2.2-1 Acceptation des documents d'études

Les documents d'études et le dossier des ouvrages exécutés sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Code	Nombre Exemple
APD PERMIS DE CONSTRUIRE PRO EXE (partielle) ACT (phase DCE) DOE DIAG	2 exemplaires de chaque

Ils devront être remis au pouvoir adjudicateur sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » pour les plans.

L'administration se réserve le droit de reproduction des documents.

Par dérogation aux [articles 20.2](#) et [20.5](#) du CCAG-MOE et en application de l'[article 21](#) du C.C.A.G.-MOE, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés doit intervenir avant l'expiration des délais indiqués à l'[article B5.2](#) de l'acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre, par dérogation à l'[article 21](#) du CCAG-MOE, prononcer une décision de « réception/admission avec réserve » s'il estime que les réserves qu'il émet sont susceptibles d'être prises en compte dans le cadre de la phase d'étude ultérieure.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document complet à réceptionner.

Par dérogation à l'[article 20.2](#) du CCAG-MOE, le démarrage des prestations d'une partie technique ne pourra débuter qu'à compter de la validation ou réception expresse par le maître d'ouvrage de la partie technique précédente, sauf si le maître d'ouvrage en prend la décision.

Si cette acceptation est assortie d'observations et de remarques, le titulaire doit :

- pour le dossier des études d'avant-projet (APS / APD), tenir compte de ces observations et remarques dans l'élaboration de la phase suivante,
- pour les dossiers de consultation des entreprises comprenant les études de projet et les études d'exécution, remettre dans un délai de 15 jours ouvrables les dossiers rectifiés. Le non-respect de ce délai, implique l'application des pénalités **prévues à l'article 5.2.2-3** du présent CCAP.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Par dérogation aux [articles 20.2](#) et [21.1](#) du CCAG-MOE il n'y a pas de réception tacite des prestations du maître d'œuvre.



5.2.2-2 Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études.

Le délai pour les reprises d'études nécessitées sera notifié par Ordres de Service, accepté au Titulaire. Le délai de reprise des études sera renseigné dans l'Ordre de Service.

Une pénalité de **250 € HT** par jour est applicable en cas de retard dans la remise des études complémentaires.

5.2.2-3 Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché.

Une pénalité de **150 € HT** par jour est applicable en cas de retard dans la remise de toutes prestations demandées au cours de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'[article 14.1](#) du CCAG-MOE.

5.2.2-4 Délais et pénalités de retard dans l'exécution des prestations en phase ACT

Pour chaque consultation lancée par le maître d'ouvrage dans le cadre de la présente opération, le maître d'œuvre doit remettre les rapports d'analyse des candidatures (le cas échéant) et des offres dans le délai de 2 semaines à compter de la date de réception des plis par le maître d'œuvre.

Une pénalité de **200 € HT** par jour de retard est applicable en cas de dépassement de ce délai, le maître d'œuvre encourt sur ces créances.

5.3. Phase « Travaux »

5.3.1. Vérification des projets de décomptes

Au cours de la réalisation des travaux, le titulaire doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'[article 12.2](#) du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, accompagné du décompte mensuel et des documents éventuellement joints par l'entrepreneur.

Par dérogation à l'[article 12.2.1](#) du CCAG-Travaux, le délai maximum imparti au titulaire pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à **6 jours calendaires**, à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **250 € HT**. Cette pénalité n'est pas libératoire.

5.3.2. Décompte général

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final remis par l'entrepreneur conformément à l'[article 12.3](#) du CCAG-Travaux. A partir du décompte final accepté ou rectifié, le maître d'œuvre établit le projet de décompte général conformément à l'[article 12.4](#) du CCAG -Travaux.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai d'établissement du projet de décompte général et de transmission au représentant du pouvoir adjudicateur de **10 jours ouvrés** à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur.

Dans le cas d'une incapacité du titulaire à réaliser ce projet de décompte final dans le temps imparti, il dispose de 10 jours pour réaliser un rapport d'analyse reprenant les points de désaccord.



Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **250 € HT**. Cette pénalité n'est pas libératoire.

5.3.3. Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction par le titulaire d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de 15 jours calendaire à compter de la date de réception par le titulaire du mémoire.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaires de retard est égal à **500 € HT**. Cette pénalité n'est pas libératoire.

5.3.4. Visa des études d'exécution des entrepreneurs

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le délai imparti au titulaire pour viser (c'est-à-dire contrôler, accepter ou faire des observations, fournir aux entrepreneurs les détails nécessaires à l'exécution) les études d'exécution (plan d'exécution, notes de calcul, ...) de l'entrepreneur par l'ensemble des intervenants (maître d'œuvre, contrôleur technique, Coordonnateur SPS, Coordonnateur SSI...), est de 20 jours à compter de la date de réception par le titulaire des documents.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des délais impartis aux autres prestataires pour viser les plans (contrôleur technique, Coordonnateur SPS, Coordonnateur SSI).

Le titulaire sera chargé de mettre en place un dispositif permettant de contrôler les dates de réception des documents, les dates et types de visa des différents intervenants (maître d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, CSSI, intervenants de la maîtrise d'ouvrage). Ce dispositif permettra également au maître d'ouvrage de contrôler les dates de réception des documents chez le titulaire et des dates d'émission des visas de celui-ci.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à **500 € HT**.

Pour l'application de cette clause, un refus de visa insuffisamment motivé est assimilé au défaut de visa.

5.3.5. Établissement des comptes-rendus de réunion

Le titulaire établit les comptes-rendus de réunion de chantier qu'il diffuse à tous les participants dans le délai de **3 jours** à compter de la date de la réunion.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à **100 € HT**.

5.3.6. Opérations préalables à la réception

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 20 jours à compter de la date d'achèvement des travaux pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et représentant du pouvoir adjudicateur.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à **500 € HT**. Cette pénalité n'est pas libératoire.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le titulaire et propre à chaque marché de travaux.



En cas d'absence du titulaire aux opérations préalables à la réception ou de refus non justifié de procéder à ces opérations, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra se faire assister d'un expert, en application des [articles 41.1.2 et 41.2](#) du CCAG-Travaux. Les prestations effectuées par l'expert désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur seront mises aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire disposera d'un délai de 5 jours calendaire à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au représentant du pouvoir adjudicateur la réception.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à **200 € HT**.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

5.3.7. Visa du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Le délai imparti au titulaire pour examiner les DOE des entreprises est de 20 jours calendaires à compter de la date de réception par le titulaire des documents de la part entreprise.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à **200 € HT**.

5.3.8. Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le pouvoir adjudicateur, le titulaire disposera d'un délai qui lui sera notifié par Ordre de Service accepté sans réserve.

Une pénalité de **50 € HT** par jour calendaire est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

5.3.9. Etablissement des rapports mensuels d'avancement

Un rapport mensuel sera remis le dernier jour du mois.

En cas de retard dans la transmission des rapports mensuels d'avancement, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de **100 € HT**.

5.3.10. Etablissement des avenants aux marchés de travaux

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'Exécution des contrats de travaux » (DET), le Maître d'œuvre est chargé d'établir les projets d'avenants administratifs et financiers, aux marchés de travaux, notamment sur la base des fiches de travaux supplémentaires ou modificatifs soumises préalablement à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Ces projets d'avenants seront présentés en un seul exemplaire, accompagnés des devis correspondants, originaux.

Le Maître d'Œuvre établira ces documents aussi rapidement que possible pour garantir le bon paiement des sommes dues aux entreprises et ne pas entraver le déroulement du chantier, sachant qu'il est réputé avoir connaissance des délais administratifs nécessaires à la passation des avenants.



A défaut, demande-lui en sera faite par le maître d'ouvrage par courrier simple, ou par voie de compte-rendu. Les projets d'avenants aux marchés de travaux devront alors être présentés dans un délai maximum de 15 jours suivant cette demande.

5.3.11. Visite de contrôle de parfait achèvement

Le titulaire doit se référer au contenu de la mission de l'annexe 1 du présent CCAP.

5.3.12. Points divers concernant les délais

Dans le cadre de sa responsabilité particulière, le titulaire doit tout mettre en œuvre pour que chaque intervenant puisse concourir à la réalisation de l'ouvrage dans le cadre du calendrier général qui s'impose à tous.

- **Délai d'exécution des travaux**

Les marchés de travaux fixent les délais d'exécution des travaux.

Au cas où le calendrier de l'opération est modifié par décision du pouvoir adjudicateur, le nouveau calendrier doit être notifié aux entrepreneurs par un ordre de service du titulaire.

- **Remise de documents pour l'ordonnancement, le pilotage et la coordination**

Le titulaire doit fournir au pilote et au pouvoir adjudicateur les informations et documents nécessaires à leurs missions.

5.4. Autres pénalités

5.4.1. Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 1.1.9 du présent CCAP (articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité **200 € HT** par jour calendaire de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

Il est rappelé qu'en application de l'article L.8222-6 du code du travail, le paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L.8222-3 peut être directement demandé au maître d'ouvrage.

Si tel était le cas, le titulaire doit relever et garantir le maître d'ouvrage des sommes qu'il serait amené à payer.

5.4.2. Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale

Conformément à l'article 8.3 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **200 € HT** par jour calendaire de retard.



5.4.3. Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur

Conformément à l'article 1.1.3 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-MOE, la pénalité suivante sera appliquée : **200 € HT** par jour calendaire de retard.

5.4.4. Avis sur les demandes d'agrément des sous-traitants dans le cadre des marchés de travaux

A réception du dossier de demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours calendaire pour émettre un avis sur la demande. Il doit en particulier vérifier les capacités de l'entreprise soumise à agrément et la complétude ainsi que la conformité du dossier administratif.

Il devra également tous les 6 mois récupérer auprès de l'entreprise les pièces à jour.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-MOE, la pénalité suivante sera appliquée : **200 € HT** par jour calendaire de retard.

5.5. Récapitulatif des Missions-Délais-Pénalités

Phase « Etudes »			
Mission	Délai	Pénalité	Article CCAP
Présentation des documents d'étude	Voir art. B5.2 de l'AE	500 € HT par jour calendaire de retard	5.2.1.
Remise DCE rectifié avec études de projet et études d'exécution	15 jours ouvrables après acceptation par le MOA assortie d'observations et de remarques	150 € HT par jour de retard	5.2.2-1
Reprise d'études	Notifié par ordre de service	250 € HT par jour	5.2.2-2
Remise des prestations relatives aux modifications demandées en cours d'exécution du marché	7 jours ouvrables après réception de l'ordre de service par le titulaire	150 € HT par jour de retard	5.2.2-3
Remise du rapport d'analyse des candidatures (le cas échéant) et des offres	2 semaines à compter de la réception des plis par le maître d'œuvre	200 € HT par jour de retard	5.2.2-4



Phase « Travaux »			
Mission	Délai	Pénalité	Article CCAP
Vérification et transmission de l'état d'acompte, accompagné du décompte mensuel et autres documents éventuels joints par l'entrepreneur	6 jours calendaires à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel	250 € HT par jour calendaire de retard	5.3.1.
Etablissement du projet de décompte général et transmission au RPA* Ou Si incapacité de le faire dans le temps imparti, réalisation d'un rapport d'analyse reprenant les points de désaccord	10 jours ouvrés à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur	250 € HT par jour calendaire de retard	5.3.2.
Instruction d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur	15 jours calendaires à compter de la date de réception du mémoire par le titulaire	500 € HT par jour calendaire de retard	5.3.3.
Visa des études d'exécution des entrepreneurs	20 jours calendaires à compter de la date de réception des documents par le titulaire	500 € HT par jour calendaire de retard	5.3.4.
Diffusion des comptes-rendus de réunion de chantier à tous les participants	3 jours ouvrés à compter de la date de réunion	100 € HT par jour calendaire de retard	5.3.5.
Opérations préalables à la réception des travaux en présence des entrepreneurs	20 jours calendaires à compter de la date d'achèvement des travaux	500 € HT par jour calendaire de retard	5.3.6.
Communication aux entrepreneurs de la décision de la réception	5 jours calendaires à compter de la date du PV des opérations préalables à la réception	200 € HT par jour calendaire de retard	5.3.6.
Examen du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	20 jours calendaires à compter de la date de réception par le titulaire des documents transmis par l'entreprise	200 € HT par jour calendaire de retard	5.3.7.
Remise du rapport d'examen des désordres signalés par le RPA pendant la période de parfait achèvement	Notifié par ordre de service accepté sans réserve	50 € HT par jour calendaire de retard	5.3.8
Transmission du rapport mensuel d'avancement	Dernier jour du mois	100 € HT par jour calendaire de retard	5.3.9.

* RPA : Représentant du pouvoir adjudicateur.



Autres pénalités			
Mission	Délai	Pénalité	Article CCAP
Production des documents visés au articles D.8222-5 et -7 du Code du travail	Fixé dans le courrier de demande transmis par le RPA* au titulaire	200 € HT par jour calendaire de retard	5.4.1.
Transmission des attestations d'assurance au RPA*	15 jours à compter de la notification du marché	200 € HT par jour calendaire de retard	5.4.2.
Transmission du ou des contrats de sous-traitance au RPA*	Lorsque le RPA en fait la demande	200 € HT par jour calendaire de retard	5.4.3.
Transmission au RPA* des pièces de sous-traitance modifiées après vérification et validation par le titulaire	Demande faite tous les 6 mois	200 € HT par jour calendaire de retard	5.4.4.

* RPA : Représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DE MARCHES DE TRAVAUX

6.1. Coût de l'opération

6.1.1. Enveloppe et contenu des prestations

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme technique détaillé. Elle est fixée à l'acte d'engagement.

Elle comprend notamment le coût des travaux préparatoires et toutes les installations provisoires, les frais d'aménagement des espaces extérieurs y compris les clôtures, tous les travaux de raccordement (y compris provisoires) aux réseaux d'eau, d'électricité, d'eau chaude, d'eau glacée, d'évacuation... Elle comprend également tout autre poste de dépense défini dans le programme technique détaillé, ainsi que tout autre poste de dépense nécessaire à la complète livraison des ouvrages objet du présent marché compte tenu des normes et règles de l'art en vigueur au moment de la signature du présent marché.

6.1.2. Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux (Ep)

L'estimation provisoire établie par le titulaire à l'issue de la phase d'APS **doit atteindre au maximum l'enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage à l'acte d'engagement**, compte tenu des évolutions de programme et de projet acceptées par le pouvoir adjudicateur durant cette phase.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre devra étudier l'intégration d'options économiques à son projet, les écarts qui subsisteraient devront faire l'objet d'une justification, notamment de ce travail de recherche en économie. Des reprises d'étude gratuites pourront alors être demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. Il sera demandé au maître d'œuvre de reprendre ses études afin de rentrer dans l'épure financière et ce sans surcoût.

6.1.3. Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cp)

L'estimation définitive établie par le titulaire à l'APD doit atteindre au maximum l'objectif fixé au titulaire en fin de phase APS. Si un accord peut intervenir, le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération peuvent alors être fixés par avenant. Faute d'accord, le marché est résilié sans indemnisation pour le titulaire.

6.1.4. Fixation du coût prévisionnel des travaux (Cp) et du forfait définitif de rémunération

A l'issue de la phase APD, un avenant fixe le coût prévisionnel des travaux (Cp) ainsi que le forfait définitif de rémunération.

Ce forfait définitif de rémunération maximum sera calculé comme suit :

- La rémunération des éléments de mission APS, APD et des missions complémentaires est inchangée ;
- La rémunération des éléments de mission PRO, ACT, EXE, VISA, DET et AOR pourra être réévaluée lors d'une négociation qui sera basée sur les débours complémentaires justifiés par le maître d'œuvre à partir d'un calcul réalisé sur l'estimation du temps à passer en fonction des éléments nouveaux intervenus depuis la passation du marché, ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux (Cp) ;



- Lorsque les travaux supplémentaires ordonnés par le maître de l'ouvrage sont limités et ne conduisent pas le maître d'œuvre à effectuer lui aussi des prestations supplémentaires, aucune rémunération complémentaire ne lui est accordée ;
- Il n'y a pas d'augmentation du forfait de rémunération en cas de prolongation de la durée du chantier, et ce quelle que soit la cause, exception faite des sujétions imprévues.

Il est précisé que la modification de la rémunération sera effectuée dans la limite de l'application d'un coefficient multiplicateur égal à :

$$1 + 0,8 \times (Cp - Ep) / Ep.$$

Ep : l'enveloppe financière (Ep) fixée à l'acte d'engagement.

6.1.5. Estimation en phase projet (PRO)

L'estimation établie par le titulaire à l'issue de la phase PRO doit être inférieure ou égale au coût prévisionnel (Cp) assorti du taux de tolérance provisoire (Tp) fixé à l'article 6.1.8 du présent CCAP. En cas de dépassement, une reprise des études pourra être exigée ou le marché résilié sans indemnisation pour le titulaire.

6.1.6. Coût définitif des travaux (Cf)

Le coût définitif est arrêté par le pouvoir adjudicateur à la notification du dernier contrat de travaux. Ce coût, fixé en valeur Mo précisé au contrat, sera égal à la somme des montants des marchés de travaux notifiés aux entreprises.

Ce coût sera acté par le titulaire en fin de phase ACT.

6.1.7. Coût Constaté Final (CCF)

Le Coût Constaté Final des travaux est égal à la somme des montants des décomptes généraux définitifs des contrats de travaux et de l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution de ces travaux, établi en valeur Mo.

Le Coût Constaté Final sera acté par le titulaire.

6.1.8. Taux de tolérance

Le coût prévisionnel (Cp) est assorti d'un taux de tolérance (Tp) fixé à 2% qui servira pour le contrôle des coûts à l'issue de la consultation des entreprises.

Le coût de réalisation est assorti d'un taux de tolérance (Td) fixé à 3% qui servira pour le contrôle des coûts en fin d'exécution des travaux ou prestations.

6.1.9. Respect de l'enveloppe

L'objectif du pouvoir adjudicateur est que le titulaire étudie et fasse exécuter l'opération dans le respect de l'enveloppe (modifiée des travaux de type Tm décidés par le pouvoir adjudicateur).

6.1.9-1 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le titulaire devra conduire ses études de manière à proposer des PSE telles qu'à tous les stades de l'opération, l'estimation des travaux puisse être ramenée dans les limites découlant du coût prévisionnel des travaux (éventuellement corrigée des modifications de type "Tm" visées précédemment).



Pour respecter le coût prévisionnel des travaux, à tous les stades de sa mission, le titulaire reprendra gratuitement les études jusqu'à ce que les estimations soient respectées.

Il est précisé que les reprises gratuites d'étude s'inscrivent dans le cadre du délai contractuel des études, tout retard constaté est par conséquent pénalisable.

6.1.9-2 Variantes exigées

Pour parer sans délai aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le titulaire pourra préparer des variantes exigées et les faire figurer dans le dossier de consultation des entreprises. Ces variantes seront soumises à l'accord du pouvoir adjudicateur et étudiées par le titulaire à ses frais ; les études et réalisations devront être sans incidence sur les délais d'exécution. Ces variantes sont classées en Tc.

Lors de l'étude des offres et en fonction des prix proposés, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir certaines de ces variantes.

Dans l'hypothèse où malgré l'application des variantes, le coût des travaux ne pourrait conduire à un prix inférieur au coût prévisionnel assorti de son taux de tolérance, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article 8.1 du présent CCAP.

6.2. Contrôle des coûts de l'opération

Le pouvoir adjudicateur institue une procédure de contrôle continu des coûts. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires. Cette procédure consiste en la mise à jour mensuelle de la décomposition par lots du montant des travaux, au fur et à mesure de l'avancement des études et du chantier.

Le titulaire doit fournir mensuellement au pouvoir adjudicateur ou à son assistant qu'il désignera, les éléments nécessaires à l'établissement du coût final estimé de chacun des lots en intégrant toutes les variations prévisionnelles liées au déroulement des opérations.

Le titulaire établit un état faisant apparaître la décomposition de l'estimation des travaux par lot. Cet état comporte en annexe l'origine et le montant des modifications apportées au projet conformément aux dispositions ci-dessous en distinguant :

- Les prestations "Tm" introduites sur demande du pouvoir adjudicateur
- Les prestations "Tc" introduites par le titulaire.

Cet état est produit par le maître de l'œuvre en euros H.T. valeur Mo.

Le titulaire, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans les études ou d'erreurs dans la conduite des travaux peut proposer des prestations modificatives référencées Tc.

Les modifications de type Tc apparaissant après la conclusion du marché de travaux sont comptabilisées séparément après accord du pouvoir adjudicateur sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le titulaire.

Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier l'estimation définitive ou le coût notifié des travaux. L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire. Le forfait de rémunération restera dès lors inchangé, sous réserve de l'application des pénalités définies au présent CCAP. Ces modifications ne doivent pas avoir pour conséquence une quelconque modification du calendrier prévisionnel.

Toutefois si ces modifications sont consécutives à des événements non prévisibles au moment de l'établissement du dossier de consultation, elles peuvent, après accord du pouvoir adjudicateur, être classées en Tm.



6.3. Comparaison entre prévision et réalité

Les termes Cp (coût prévisionnel), Cf (coût définitif) et CCF (coût constaté final) sont à considérer dans la suite comme des termes génériques.

6.3.1. Comparaison entre Cp, Cf et CCF

Pour permettre une comparaison entre Cp, Cf et CCF, ces divers éléments sont ramenés par le pouvoir adjudicateur en valeur Mo comme indiqué à l'article 3.1 du présent CCAP.

La comparaison entre prévision et réalité s'effectue :

1) au stade de la notification des marchés de travaux, entre le Coût Prévisionnel (Cp) assorti du taux de tolérance provisoire (Tp) fixé à l'article 6.1.8 du présent CCAP et le Coût définitif (Cf) :

$$\text{Écart } e1 = [Cp \times (1+Tp)] - Cf$$

2) au niveau du chantier entre le Coût Constaté Final (CCF) et le coût définitif des travaux (Cf) assorti du taux de tolérance définitif (Td) fixé à l'article 6.1.8 du présent CCAP.

$$\text{Écart } e2 = [Cf \times (1+Td)] - CCF$$

Dans le calcul de l'écart e2, ne sont pas prises en compte les plus-values éventuelles résultant du remplacement d'une entreprise défaillante ou de l'application de pénalités.

Dans l'hypothèse où un entrepreneur n'accepte pas le décompte général et fait un recours gracieux, amiable ou contentieux, le coût constaté est fixé sans attendre par décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire conteste cette décision, il est procédé par le pouvoir adjudicateur au règlement provisoire des comptes sur la base du coût constaté arrêté par lui, et la réclamation est instruite selon les procédures habituelles.

6.3.2. Comparaisons des coûts effectuées en valeur Mo

Pour ce faire, le montant de chaque marché sera ramené en valeur Mo de la façon suivante :

$$PMo = PMi (BTx Mo / BTx Mi)$$

où

- PMo est le montant d'un marché en valeur Mo,
- PMi est le montant de ce même marché à la date de la comparaison,
- BT x Mo et BT x mi les valeurs des index de révision de chaque marché précisés ci-dessus à ces mêmes dates. Le coefficient qui en résulte est arrondi au millième supérieur.

6.4. Ecart toléré et rémunération finale.

Sous réserve de modifications de rémunération et des modifications du prix, la rémunération finale est calculée comme exposé ci-après ; tous les éléments de calcul étant ramenés en valeur Mo.

6.4.1. Première phase (études)

Le Coût définitif des travaux (Cf) ne doit pas être supérieur au coût prévisionnel des travaux (Cp) assorti du taux de tolérance provisoire (Tp) fixé au présent CCAP.

Si $e1 < 0$,

- Le Coût définitif des travaux (Cf) est supérieur au seuil de tolérance appliqué au coût prévisionnel des travaux (Cp), le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.
- Le maître d'ouvrage peut également demander au titulaire de reprendre ses études, sans rémunération complémentaire, pour revenir dans les limites fixées. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Ces études complémentaires seront telles qu'elles ne perturbent en rien le calendrier général de déroulement des travaux.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage **dans un délai de 15 jours calendaires suivant la demande.**

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans **un délai de 30 jours calendaires** à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une négociation.

En cas de retard dans la remise de ces études complémentaires, ce dernier encourra une pénalité dans les conditions fixées à l'[article 5.2](#) du présent CCAP.

- Si au terme de ces études complémentaires, le titulaire n'a pas pu revenir dans les limites fixées suite à une nouvelle consultation, le pouvoir adjudicateur pourra décider la résiliation du marché dans les conditions définies à l'[article 8.1](#) du présent CCAP.

6.4.2. Deuxième Phase (achèvement des travaux)

6.4.2-1 Attention portée par le titulaire au CCF

Le pouvoir adjudicateur attache une très grande importance à ce que le Coût Constaté Final (CCF) des travaux soit inférieur au coût définitif des travaux (Cf) augmenté du taux de tolérance (Td) fixé au présent CCAP.

6.4.2-2 Respect des objectifs

Une formule d'incitation au respect de cet objectif est instituée dans les conditions suivantes :

- **Si $e2 = 0$** , le forfait de rémunération reste inchangé
- **Si $e2 < 0$** , le forfait de rémunération est diminué de la plus petite des deux sommes suivantes :
 - * $2S \times e2$ où S est le taux résultant du rapport de la rémunération de la mission de base du titulaire sur le montant de l'enveloppe financière de travaux définis à l'acte d'engagement et e2 l'écart défini à l'[article 6.3.2](#) ci-dessus,
 - * 15 % de la somme des montants des éléments de mission postérieurs à la passation des contrats de travaux.

6.4.2-3 Retenues intermédiaires

Par dérogation à l'[article 16](#) du CCAG-MOE, si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs Tm), dépasse le coût définitif des travaux (Cf) augmenté du taux de tolérance (Td) fixé à l'[article 6.1.8](#) du CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du pouvoir adjudicateur par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission concernés.



ARTICLE 7 - EXECUTION DE LA MISSION

7.1. Exécution et organisation de la mission du maître d'œuvre

7.1.1. Hygiène et sécurité

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier par la réglementation en vigueur et le CCAG-Travaux.

7.1.2. Organisation des études et du suivi des travaux

Le titulaire établira dans la quinzaine suivant la notification de son marché un planning détaillé de déroulement de la phase étude (DIAG à ACT). Il sera soumis à validation du pouvoir adjudicateur et deviendra contractuel après validation.

Par la suite le titulaire transmettra à fréquence hebdomadaire un pointage détaillé de l'avancement des études. En cas de retard il sera tenu de proposer dans un délai d'une semaine une stratégie / méthodologie permettant de le résorber.

7.1.2-1 Réunions de coordination bimensuelles

Le pouvoir adjudicateur impose des réunions de coordination et de suivi des études qui se tiennent en un lieu défini par le Pouvoir adjudicateur en présence du représentant désigné du titulaire pour assurer les responsabilités et prendre les décisions découlant de l'exécution du présent contrat. Ce représentant peut être assisté d'un suppléant en cas d'absence.

Le pouvoir adjudicateur ou son assistant dresse l'ordre du jour et l'adresse au titulaire au plus tard la veille de la réunion.

Le pouvoir adjudicateur ou son assistant en dresse le compte-rendu et le notifie au titulaire.

Ce compte-rendu relate notamment les sujets abordés, les observations éventuelles et les décisions prises lors de ces réunions. Le titulaire s'oblige à tenir compte des observations du pouvoir adjudicateur et des décisions portées dans ce compte-rendu. En l'absence de remarques écrites du titulaire sur celui-ci, dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la notification dudit compte-rendu, les décisions qui y sont formulées sont réputées acquises et acceptées par les parties.

7.1.2-2 Organisation des équipes

La collaboration de spécialistes peut être requise par le pouvoir adjudicateur dans le cadre des obligations définies par le présent marché. Ces spécialistes payés par le titulaire, sont soumis à l'agrément du pouvoir adjudicateur, ils interviennent en qualité de consultants.

7.1.2-3 Collaborateurs du titulaire

Le titulaire désignera ses collaborateurs concourant aux études dans les 15 jours calendaires suivant la notification du marché.

Il sera fait application des dispositions de l'[article 3.4.1](#) du CCAG-MOE.

Si, en cours de marché, le titulaire décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation du pouvoir adjudicateur les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

Le pouvoir adjudicateur peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas le titulaire s'oblige à remplacer les collaborateurs recusés.

7.1.2-4 Ordres de service

Dans le cadre du contrôle général des travaux (élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » DET), le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le titulaire, notifiés par celui-ci à l'entrepreneur dans un délai de 2 jours, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le montant, par jour de retard – compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés – est **fixé à 200 € HT**.

Le titulaire transmet mensuellement au pouvoir adjudicateur une copie des ordres de services ainsi que la copie des accusés de réception signés de l'entreprise, lesquels sont essentiels pour apprécier les forclusions de l'article 3.8.2 du CCAG travaux.

L'absence de transmission mensuelle de ces ordres de service expose le titulaire à l'application d'une pénalité dont le montant, par jour de retard – compris entre la date à laquelle la transmission aurait dû être faite, y compris les dimanches et jours fériés – est **fixé à 500 € HT**.

Toutefois, par dérogation aux articles 10.6, 13.1, 14.4.2, 18.1.1, 18.2.2, 18.2.3, 28.1, 28.2.3 et 52.3 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera lui-même les décisions relatives :

- À l'arrêt des travaux,
- Au démarrage de la période de préparation,
- À la prolongation de la période de préparation,
- À l'autorisation de reprendre les travaux suite à des mesures coercitives.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-Travaux, les ordres de services prescrivant à l'entrepreneur des travaux supplémentaires ou modificatifs devront être préalablement visés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le visa du représentant du pouvoir adjudicateur ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité de maître d'œuvre ni de ses obligations en matière de contrôle des délais et du coût de l'opération.

Une copie des ordres de service doit être remise au maître de l'ouvrage qui s'assurera à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

7.1.2-5 Forme de présentation des plans et pièces écrites dus au titre du présent marché

- a) Les documents d'études sont remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur en 2 exemplaires dont un reproducible (non agrafé ou relié) et 1 support numérique.

Concernant les dossiers de consultation des entreprises, le titulaire fournira également impérativement un exemplaire informatique de chacun des documents composant le DCE.

Ces documents seront présentés selon les formats suivants :

- Documents textes (Acte d'engagement, CCAP, CCTP...) : Word (.doc) ET acrobat reader (.pdf)
- Documents chiffrés (DPGF, BPU, DQE...) : Excel (.xls) ET acrobat reader (.pdf)
- Plans : Autocad (dwg, dwf et plt) et acrobat reader (.pdf)
- Images, photos... : Format .jpeg

- b) Exemplaire reproducible de chaque plan remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur est présenté sous la forme de calques ou contrecalques laqués de 110 à 120g/m² ou éventuellement sur polyester de 50µ. Les contrecalques ne dépassent pas la 2^{ème} génération depuis l'original.

Chaque exemplaire est d'un format conforme AFNOR, soit A2 à A0, avec exceptionnellement le format A3. Il comporte une échelle métrique graphique ainsi qu'un cartouche avec numéro de codification conforme à la règle fixée par le pouvoir adjudicateur.



- c) L'exemplaire reproductible de chacune des pièces écrites, schémas annexés, notes de calculs, notices d'entretien et d'utilisation et tous documents entrant dans le concept de maintenance est présenté sur papier reproductible en format A4, exceptionnellement A3, sous la forme d'un document relié.

Chaque document a pour première page le cartouche avec numéro de codification conforme à la règle fixée par le pouvoir adjudicateur.

7.1.3. Utilisation des normes et de la langue française

Dans tous les documents fournis, le titulaire s'engage à n'appliquer que les normes et les mesures françaises ou autres normes applicables en France en vertu des accords internationaux ou de la transposition de directives européennes, en application du décret 84-74 du 26 janvier 1984 fixant le statut de la normalisation, modifié par le Décret n° 93-1235 du 15/11/93. Les dérogations éventuelles à ces normes doivent être motivées et récapitulées dans les contrats de travaux.

Tous les documents seront rédigés en langue française.

7.2. Utilisation des résultats – propriété intellectuelle – obligation de discrétion

7.2.1. Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

7.2.2. Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

7.2.2-1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération défini à l'article 3.1.2 du présent CCAP.

7.2.2-2 Mise en œuvre de la protection des droits moraux

Dans le cadre du droit à la paternité, le maître d'ouvrage s'assure que le nom et la qualité de l'auteur sont apposés sur l'immeuble réalisé ainsi que sur toutes les publications dont le maître d'ouvrage est à l'initiative portant sur la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.



Dans le cadre du droit au respect de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

Pour autant, Le pouvoir adjudicateur pourra librement apporter toute modification intérieure au bâtiment en vue de l'adapter à ses besoins sans consulter le titulaire .

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

7.2.2-3 Exploitation commerciale des résultats

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du maître d'œuvre afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- la durée de l'exploitation ;
- les finalités de l'exploitation commerciale ;
- les supports de reproduction ;
- le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- les modalités de contrôle des versements effectués.
- un contrat de cession de droits est passé entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R. 2122-3-3° du code de la commande publique.

7.2.3. Obligation de discrétion

Le(s) titulaire(s) est (sont) tenu(s) au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa (leur) mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le(s) titulaire(s) s'interdit(s) d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

7.3. Arrêt de l'exécution de la prestation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1.1.5 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 27 du CCAG-MOE.

7.4. Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG-travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.



L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'[article 21](#) du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Par dérogation à l'[article 20.3](#) du CCAG-MOE, cette demande ne pourra en tout état de cause être faite avant l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière date de réception des différents marchés de travaux et après production par le titulaire des constats de parfait achèvement et de levée de l'ensemble des réserves, établis par lui-même.



ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHE – CLAUSES DIVERSES

8.1. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 6 du CCAG-MOE (articles 27 à 32) avec les précisions et dérogations suivantes :

8.1.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 31 du CCAG-MOE, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à deux pour cent (2 %).

Toutefois, par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général au terme de l'une des étapes techniques définies dans le présent CCAP, aucune indemnité de résiliation n'est due au maître d'œuvre. Seule la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées, peut être indemnisée dans les conditions de l'article 31 du CCAG-MOE.

8.1.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG-MOE, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 30.1 du CCAG-MOE, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 10 %. Le pourcentage d'abattement est fixé à 20%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au b, h et i de l'article 30.1 du CCAG-MOE.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé :

- À 5 jours à dater de la réception de la mise en demeure pour les obligations auxquelles le titulaire est tenu en application de l'article 41 du CCAG-Travaux,
- À 5 jours à dater de la réception de la mise en demeure pour les autres obligations.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2343-1 à R.2343-19 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

8.1.3. Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel

En complément du chapitre 6 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP (cas du dépassement du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance (Tp) visé ci-dessus) ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE.



8.1.4. Résiliation du fait d'un dépassement des délais

En complément du chapitre 6 du CCAG-MOE et compte tenu des objectifs du pouvoir adjudicateur visant à respecter les coûts et les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin à la mission du titulaire si un dépassement exclusivement imputable à celui-ci du délai global supérieur à 2 mois était constaté par rapport au calendrier.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées aux [articles 30](#) et [32](#) du CCAG-MOE.

8.2. Clauses diverses

8.2.1. Conduite des opérations dans un groupement.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'[article 3.4.3](#) du CCAG-MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG MOE, traitant de la résiliation pour faute ([art. 30](#)) et les autres cas de résiliation ([art. 28](#)) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

8.2.2. Suivi de l'exécution des travaux

L'équipe chargée de suivre l'exécution des travaux sera présente sur le chantier autant que de besoin.

Les opérations préalables à la réception s'effectueront en présence du pouvoir adjudicateur si nécessaire. Celui-ci fera ses observations éventuelles au titulaire qui devra alors faire procéder aux levées de réserves.

8.2.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément aux [articles 4](#) du CCAG-MOE et [articles 31.4](#) et [31.5](#) du CCAG-Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

8.2.4. Arrêt momentané des prestations

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations du titulaire, pour des causes non imputables à celui-ci, le forfait de rémunération et les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

8.2.5. Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'[article 34](#) du GGAG-MOE, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'[article 32.2](#) du CCAG-MOE, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.



8.3. Assurances

8.3.1. Assurance décennale :

Le titulaire est tenu de s'assurer, pour garantir sa responsabilité décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

8.3.2. Responsabilité professionnelle autre que décennale

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

8.3.3. Assurance complémentaire du titulaire

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

8.3.4. Justification

Le titulaire du présent marché devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des [articles 1792](#), et [suivants](#) du Code Civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'[article L. 241-1](#) du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

La titulaire produira à cet effet une attestation nominative de chantier qui comportera la liste exacte des activités pour lesquelles il est garanti et les montants des garanties. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus il sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le titulaire est garanti à titre principal).

Le titulaire du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le pouvoir adjudicateur lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L 113 - 3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

Une attestation semblable devra être fournie à l'appui du projet de décompte final.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent [article](#), le titulaire encourt la pénalité fixée à l'[article 5.4.2](#) du présent CCAP.

8.4. Règlement des différends

En cas de litige et de contentieux, le droit français est le seul applicable.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en cas de litige.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.



8.5. Dérogations au CCAG-MOE et au CCAG-TRAVAUX.

Article CCAP	Article du CCAG-MOE	Article du CCAG-TRAVAUX
4.2. Acomptes	11.2 à 11.6	
4.3. Solde	11.7	
5.1. Généralités sur les pénalités	3.2.4, 16.2.1, 16.2.2 et 16.2.4	
5.2.2-1 Acceptation des documents d'études	20.2, 20.5, 21 et 21.1	
5.3.1. Vérification des projets des décomptes		12.2.1
5.3.4. Visa des études d'exécution des entrepreneurs		29.1.5
5.4.3. Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur	3.6.3	
5.4.4. Avis sur les demandes d'agrément des sous-traitants dans le cadre des marchés de travaux	3.6.3	
6.4.2-3 Retenues intermédiaires	16	
7.1.2-4 Ordres de service		10.6, 13, 13.1, 14.4.2, 18.1.1, 18.2.2, 18.2.3, 28.1, 28.2.3 et 52.3
7.4. Achèvement de la mission	20.3	
8.1.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	31	
8.1.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire	32.3	
8.2.5. Exécution de la prestation aux frais et risques	32.2	